



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 01 FEVRIER 1999

N° 265 PRIX 4 FF



**DERRIERE LES CONFLITS ARMES  
LES GROS INTERETS FINANCIERS  
DES TRUSTS**

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

## é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

Page 3  
Côte d'Ivoire: Fusion  
PIT-USD-RENAISSANCE..  
La course à la  
mangeoire s'annonce

Page 6  
Mali: Un procès  
arrangé?

Page 7  
Le dirigeant de  
l'ACTUS de nouveau  
vers la mangeoire..

Page 8  
Pour supprimer la  
délinquance, il faut  
résorber le chômage

Page 10  
Il y a 40 ans les  
castristes prenaient  
le pouvoir à Cuba

ABONNEMENT  
FRANCE:

1 an: 85 FF  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

AFRIQUE

**DERRIERE LES CONFLITS  
ARMES, LES GROS INTERETS  
FINANCIERS DES TRUSTS**

Au Congo Brazzaville, Sassou Nguesso arrivé au pouvoir par les armes a du mal à s'y maintenir. Ses partisans, les Cobras, soutenus par le gouvernement français et par l'Angola, et s'appuyant sur certaines ethnies du nord de Brazzaville, (Mbochi notamment) se livrent à des massacres accompagnés de viols et de razzias contre les quartiers sud de la ville soupçonnés d'abriter les Ninjas de Kolélas.

Kolélas, ancien maire de Brazzaville et ministre du gouvernement déchu de Lissouba, mène ses opérations depuis Washington où il est réfugié. Ses troupes basées dans la région du Pool (sud-est du Congo) se livrent de leur côté, à une chasse à l'homme contre les Mbochi et ceux qui sont soupçonnés de "collaborer" avec eux. Les Ninjas sont actuellement associés avec les Cocoyes de Lissouba. Ces derniers reviennent en force grâce à une artillerie lourde pour tenter de reconquérir le pouvoir. Lissouba bénéficie du soutien de certains milieux financiers, entre autres du trust pétrolier Elf. Mais récemment, un directeur d'Elf a reconnu cyniquement que sa compagnie n'avait pas de préférence car elle soutient aussi le camp de Sassou Nguesso. De cette façon, quel que soit le vainqueur, Elf pourra continuer à exploiter le pétrole.

De l'autre côté du fleuve, l'arrivée de Kabila n'a pas stabilisé la situation. Les bandes armées qui se livrent une guerre sans merci ont, de fait, dépecé la RDC. Plusieurs Etats africains prennent une part active dans ce conflit: le Rwanda et l'Ouganda du côté de la rébellion anti-Kabila; l'Angola et le Zimbabwe du côté du gouvernement. Dans une moindre mesure le Burundi, la Zambie, le Tchad et la Namibie sont également impliqués. A l'intérieur de ces deux camps, il y a des sous-camps. Les alliances se font et se défont périodiquement en fonction des intérêts du moment et des rapports de forces sur le terrain.

L'Angola intervient dans les deux Congo. Sassou Nguesso et Kabila doivent une grande partie de leur victoire à l'intervention des troupes de

Dos Santos. Mais l'envoi et le maintien des militaires angolais durablement dans ces pays a quelque peu dégarni le "front intérieur". Le régime angolais a essayé de résorber la guérilla (faute de la vaincre militairement) en tentant d'intégrer dans l'armée régulière une partie des troupes de l'Unita de Savimbi. Mais ce dernier vient d'infliger de lourdes pertes aux troupes gouvernementales et même à l'ONU. Il a interdit aux casques-bleus présents dans le pays de venir mener des enquêtes sur les avions de l'ONU abattus au-dessus des zones sous contrôle de l'UNITA.

Aujourd'hui l'impérialisme américain ainsi qu'une grande partie des Etats européens soutiennent le régime dirigé par Dos Santos. Mais il n'y a pas si longtemps, à l'époque où l'URSS soutenait le MPLA au pouvoir, les USA ainsi que le régime sud-africain appuyaient Savimbi. Il est possible qu'une partie de ses appuis du passé ait renoué à nouveau avec lui. Il y a aussi l'aide militaire et multiforme apportée en sous-main par certains Etats. La presse fait état de chars aux mains de l'UNITA via l'Ouganda.

Les bandes armées qui s'affrontent dans la région des Grands-Lacs mais aussi dans d'autres régions du continent telle que l'Angola sont une véritable calamité pour les populations concernées. Dans tous les cas ce sont des gens pauvres qui sont victimes des destructions dues aux opérations de guerre. Ce sont encore elles qui sont jetées les unes contre les autres dans des affrontements ethniques que les seigneurs de guerres provoquent ou aggravent.

Ces affrontements et les guerres tribales ont existé depuis la nuit des temps. Mais aujourd'hui ils se mènent avec les armes infiniment plus meurtrières qu'auparavant. Car derrière des chefs de guerre locaux, derrière les bandes armées, se cachent les rivalités entre les trusts miniers, entre diverses puissances impérialistes. Par ces temps de crise, la concurrence et la guerre économique ont vite fait de franchir le pas de l'escalade militaire. Une escalade qui se mène avec la peau des autres, en l'occurrence sur un continent pillé hier, sinistré aujourd'hui.

### COTE D'IVOIRE

#### **FUSION PIT-USD-RENAISSANCE LA COURSE A LA MANGEOIRE S'ANNONCE**

Le 24 janvier, le PIT, l'USD et La Renaissance, dans leur déclaration commune, ont décidé "d'aller à la fusion de leurs formations".

Quelles que soient les raisons avancées, il faut, en fait, remonter à la création même de ces organisations pour comprendre ce qui motive les orientations et choix de leurs dirigeants.

estimèrent que le monopartisme avait fait son temps. Ils décidèrent alors d'obliger les dictateurs -le plus souvent, d'ailleurs, mis en place par eux, sinon recevant leur caution -de s'ouvrir au multipartisme. C'est ainsi que la Côte d'Ivoire, comme de nombreux autres pays au régime dictatorial à parti unique, sont contraints de s'y soumettre tour à tour, plus ou moins vite, suivant les circonstances.

#### 1990 et l'ouverture au multipartisme

Au début des années 1990, les dirigeants des pays impérialistes

L'ouverture au multipartisme avait sonné aux oreilles de ceux exclus jusque-là de la mangeoire, ou

non satisfaits de la portion congrue de gâteau que leur attribuait le dictateur en place, comme enfin arrivé le jour de la distribution générale tant attendu.

#### Il n'y a pas de place pour tous

Tout le problème des prétendants à une place au soleil était de se distinguer de leurs concurrents. C'est ainsi qu'on a vu en Côte d'Ivoire et ailleurs, la création de plusieurs dizaines de "partis politiques". Chacun était en quelque sorte leader de son parti, même si en fin de compte le parti en question ne se réduisait qu'à sa seule personne.

Ceux qui s'estimaient être mal placés, sont passés, on l'a vu, d'un parti à l'autre, du PDCI au FPI, et vice versa. Chacun inventant un prétexte, une divergence organisationnelle, politique, etc. Et la même chose s'est produite dans les petites formations politiques.

C'est dans la même logique que se sont constitués les "rénovateurs" du PDCI qui ont créé par la suite le RDR.

#### Les candidats à la mangeoire se sont réjouis un peu trop tôt

La suite a montré que, pour de multiples raisons, le pouvoir en place, -le PDCI- n'a pas vraiment ouvert la porte aux autres formations politiques. Jusqu'aujourd'hui encore, huit ans après, on peut les compter sur les doigts d'une seule main, ceux qui ont été invités à manger.

Le dirigeant de l'USD, Zady Zaourou, a été le premier à être invité à s'asseoir sur un strapontin de ministre dès 1993. Le pouvoir s'est servi de lui comme la preuve que la Côte d'Ivoire s'était bel et bien ouverte au multipartisme.

#### Désillusion pour certains et révision des calculs pour d'autres

Voyant que le PDCI n'est vraiment pas pressé de partager le gâteau, -le veut-il seulement?- la grande majorité des formations qui s'étaient déclarées ont depuis disparu. D'autant plus vite que pour la plupart d'entre elles, elles ne représentaient aucune force.

Quant aux autres partis, ceux qui avaient une existence plus ou moins réelle, voyant que le rapport de forces créé n'a pas suffi à faire fléchir le PDCI vers une ouverture, ils ont été obligés de revoir leurs calculs. C'est ainsi que l'Union des Forces Démocratiques (UFD) était née. Mais le principal point commun des dirigeants de toutes ces formations étant leurs ambitions personnelles, cette union, dans la réalité, ne pouvait pas durer, et n'a pas duré.

#### Chacun monnaie ce qu'il peut... mais c'est le PDCI qui fait le jeu

Le pouvoir en place vient d'inviter à nouveau quelques-uns de ses "opposants" à passer à leur tour à table. Ces derniers ont bien évidemment vendu chacun quelque chose à Bédié.

C'est ainsi que Francis Wodié (PIT) a été nommé à un poste de ministre. Probablement pour service rendu lors des élections présidentielles de 1995 où il avait donné, on se souvient, une caution démocratique à Bédié en présentant sa candidature purement formelle, malgré le "boycott actif".

#### Vers les élections présidentielles de l'an 2.000

Contrairement aux élections de 1995, le PDCI n'a plus besoin d'une caution démocratique, puisque le FPI a déjà depuis longtemps déclaré sa participation certaine à ces élections.

Pour Bédié, le jeu est clair.

Il doit jouer à l'affaiblissement des deux seuls partis d'opposition ayant une réelle existence et un poids électoral: le FPI et le RDR.

C'est ainsi que deux dirigeants du RDR ont été débauchés: l'un, Adama Coulibaly, ex-N°2 du RDR, a accepté de rentrer dans le gouvernement de Bédié contre l'avis de son parti. L'autre, Ben Soumahoro, l'ex-directeur de la Radio et Télévision du temps où il était encore au PDCI, et ex-porte parole du RDR a aussi claqué la porte de son parti avec un maximum de fracas, en éclaboussant le plus possible "son ami de toujours", Alassane Ouattara.



Ouattara (ex-premier ministre)  
et Gbagbo (FPI)

Il en va de même pour Don Mello qui a quitté le FPI, en entraînant quelques éléments avec lui, pour créer "La Renaissance". Il serait naïf de croire à des divergences idéologiques ou autres motifs avancés par eux. Don Mello joue la carte de Bédié. Le FPI étant, vu les choses, trop incertain.

Bédié essaie de courtiser ceux qu'il peut dans ce milieu de politiciens dans le but de se donner l'image de "l'homme d'ouverture", du "rassembleur", etc. Et en même temps

cela lui permet de dégarnir les rangs de ses adversaires politiques.

#### L'appendice du PDCI

Alors, quand dans leur déclaration de fusion les représentants du PIT, de l'USD et de La Renaissance disent, avec des mots bien ronflants, vouloir créer "une grande force socialiste unifiée" sans laquelle la "masse populaire" est privée d'une force politique "susceptible de garantir ses intérêts", etc, il ne trompent personne. Ils ne font que montrer ce qu'ils sont en réalité : des petits misérables roulant d'abord chacun pour soi-même et ensuite pour la bourgeoisie.

Les Gbagbo et les autres qui n'ont pas encore, jusqu'aujourd'hui, rejoint ouvertement la mangeoire, ne sont pas meilleurs. Ils veulent tromper les travailleurs en désignant les premiers de traîtres à leur cause. La seule chose qu'on peut dire c'est que même étant dans le même parti, ils sont comme des loups entre eux. Et quand un de ses loups trouve mieux d'aller ailleurs, eh bien il le fait. Tout le reste, c'est des discours. Don Mello, qui est plus jeune et aussi plus pressé que les autres d'aller à la mangeoire, dit crûment ce que ses semblables pensent tout bas. En effet, une dizaine de jours avant la déclaration concernant la création d'"une grande force socialiste unifiée", il a déclaré: "je n'hésiterai pas un seul instant à entrer au gouvernement".

D'ici l'an 2.000, on verra certainement d'autres larrons rejoindre plus ou moins ouvertement Bédié et le PDCI. Et chacun ira de son couplet. Quoi qu'il en soit, le PDCI, le FPI ou le RDR, par rapport aux intérêts des travailleurs, c'est bonnet blanc, blanc bonnet.

COTE D'IVOIRE**BEDIE RECOMPENSE UN DIGNITAIRE  
RELIGIEUX POUR SERVICE RENDU**

Le 10 janvier dernier, Konan Bédié a offert à l'archevêque de Gagnoa une Mercedes et une somme de 10 millions, parce qu'il serait "sensible aux sacrifices consentis par l'homme de Dieu pendant un demi-siècle pour propager la bonne nouvelle".

La "bonne nouvelle" en question consiste à dire aux pauvres d'accepter avec résignation les souffrances, la faim et la misère. Il ne faut surtout pas qu'ils se révoltent contre l'ordre établi, si injuste soit-il. Car, prétendent tous les chefs religieux, c'est Dieu qui a voulu que les uns soient pauvres et les autres riches. Personne n'y pourra rien changer.

Pire, se révolter contre cet ordre des riches serait un "péché" impardonnable.

En prêchant ainsi la soumission aux pauvres, en émoussant leurs sentiments de révolte, les chefs religieux -qu'ils soient chrétiens, musulmans ou autres- rendent un grand service aux exploités et aux affameurs des peuples.

Ce geste est une reconnaissance des riches de l'"utilité" de toutes les religions dont le rôle est d'anesthésier la conscience des masses et leur volonté de lutte. A leur manière, ils mettent en relief cette formule célèbre: "la religion est l'opium du peuple".

MALI**UN PROCES ARRANGE?**

Le procès "pour crime économique" à l'encontre des anciens dirigeants du Mali renversés à la suite des révoltes de 1991, s'est terminé le 12 janvier dernier par le verdict de la peine de mort pour l'ex-dictateur du Mali, Moussa Traoré, son épouse Mariam et Douah Abraham Sissoko, alias "Ramos", frère de Mariam T. et ex-directeur général des douanes. D'autres accusés tels que Tiéna Coulibaly, ex-ministre des finances ainsi que Moussa Koné ex-dirigeant de la BDM (Banque du Développement du Mali) ont été tout simplement acquittés.

Moussa Traoré et son épouse Mariam auraient détourné une somme de près de 2,5 milliards de francs CFA sous diverses formes des caisses de l'Etat. Ayant régné en maître absolu depuis son coup d'Etat qui a renversé Modibo Keita le 19 Novembre 1968, Traoré aura eu largement le temps de piller et de faire main

basse sur toutes les recettes de l'Etat malien. Même le peu d'aide que ce pays avait pu obtenir des différents organismes internationaux et humanitaires suite à la grande sécheresse de 1973-1974, a été détournée par les dignitaires de l'Etat malien. On se souvient des tristement célèbres "villas de la sécheresse" qui poussaient comme des champignons par suite des détournements de l'argent destiné à la lutte contre la sécheresse. On se souvient également que les aliments envoyés par les associations humanitaires pour être distribués à la population souffrante, étaient détournés puis vendus ouvertement et en toute impunité au marché. Pour se maintenir au pouvoir, Moussa Traoré exerçait une dictature féroce. Bien de ses propres compagnons de route qui l'avaient pourtant aidé à prendre le pouvoir, moururent fusillés ou à petit feu, de faim et de soif, dans la sinistre prison de

Kidal. Ceux qui se montraient un tant soit peu opposants étaient liquidés ou contraints à l'exil.

Moussa Traoré n'abandonnera le pouvoir que contraint et forcé par la révolte de 1991 qui s'est achevée dans un bain de sang à Bamako où plusieurs centaines de jeunes furent massacrés par sa police et son armée. C'est un autre militaire, Amadou Toumani Touré, qui pendra alors le pouvoir en avril 1991 après avoir arrêté Moussa Traoré et sa bande.

Toumani Touré, après un "gouvernement de transition" (de 1991 à 1992) laissera le pouvoir à Alpha Oumar Konaré à la suite d'une élection présidentielle dont le résultat était connu d'avance, tellement les fraudes en tous genres avaient été nombreuses. La différence avec l'époque précédente était dans le nombre de candidats et dans le fait qu'on pouvait critiquer le pouvoir sans risquer sa vie ni aller en prison.

Konaré organisa alors un premier procès pour "crime politique" à l'encontre de Moussa Traoré. Ce procès fut public et retransmis directement à la radio et télévision. La peine capitale fut prononcée à l'encontre de Moussa Traoré. Konaré le gracia et commua cette peine en prison à vie.

Puis vint le tour du procès "économique". Mais cette fois-ci, plus question d'un procès public. Ce fut à huis-clos. Ce sont au contraire les accusés qui demandaient que leur procès fût public. Mariam T. avait annoncé qu'elle aurait des "révélations" à faire sur la conduite de certains dignitaires de l'ancien régime qui ont rejoint en toute impunité le nouveau. De nombreux dirigeants de l'ancien pouvoir sont en effet devenus partisans de Konaré. Lui-même d'ailleurs, fut le ministre de la culture de Moussa Traoré, même si c'était pour une courte période.

Pour ne pas être éclaboussé dans un procès public dont il ne pouvait prévoir toutes les tournures, Konaré décida de le mener en secret. Personne ne connaîtra les micmacs, les arrangements qui ont probablement eu lieu entre les uns et les autres pour laver le linge sale en famille. Y compris la peine de mort prononcée n'est probablement qu'une comédie. Elle sera transformée en peine de prison. Jusqu'aujourd'hui Moussa Traoré vit en "résidence surveillée", dans son ancien palais, plutôt que dans une prison. Ces trois accusés auront à payer une somme de 100 millions de francs CFA à l'Etat malien en guise de dommages et intérêts. Autant dire qu'ils s'en sortent à bon compte.

#### IMMIGRATION

### **LE DIRIGEANT DE L'ACTUS DE NOUVEAU VERS LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE?**

Le 30 janvier dernier s'est tenue à Paris une conférence-débat sur le Tchad organisée par l'Actus - Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme.

Le dirigeant de cette organisation, a d'abord critiqué le régime de Déby qu'il qualifie de pouvoir d' "un homme et de son clan", dénoncé l' "énorme tricherie"

électorale lors des élections présidentielles, la dictature exercée sur les populations, la répression dans le Sud du pays; ensuite il a appelé à une "organisation réelle" pour une "alternative" afin de mettre en place un "Etat démocratique, transethnique", etc.

Bien sûr, le régime en place à

Ndjaména est dictatorial. Il opprime les paysans pauvres et les travailleurs. Il faut le dénoncer, et surtout le combattre.

Mais le dirigeant de l'Actus est bien connu. C'est un opportuniste notoire. A l'insu des membres de son organisation, il avait quitté Paris pour aller négocier un fauteuil de ministre avec celui qu'il qualifie aujourd'hui de dictateur. Il avait été nommé Premier ministre dans le passé.

C'était sous son gouvernement qu'une répression sauvage s'était abattue sur les paysans, dans la région de Doba, à qui le pouvoir reprochait de sympathiser avec les rebelles de Laokein Bardé. A ce moment-là, monsieur le Premier ministre avait la bouche pleine. Bouche qui mange ne peut parler, affirme un dicton. Il ne pouvait donc pas l'ouvrir pour dénoncer ces

massacres.

Maintenant qu'il n'est plus Premier ministre (la durée d'un ministre au Tchad ne dépasse guère un an), il ose se dire de l'opposition, alors que, par sa participation dans le gouvernement, il a cautionné ces massacres.

Quand on a goûté une fois aux délices d'un pouvoir, on ne rêve que d'y retourner. Ces critiques de fraîche date sont tout juste destinées à regrouper sa petite troupe qui l'a aidé à grimper au sommet de la mangeoire gouvernementale. Il va l'utiliser encore une fois à des fins personnelles.

Mais s'il trouve dans la petite bourgeoisie intellectuelle, notamment celle vivant à Paris, des gens pour lui faire la courte échelle, pourquoi hésiterait-il à jouer à nouveau ce jeu qui lui a permis de grimper plus haut?

## **POUR SUPPRIMER LA DELINQUANCE IL FAUT RESORBER LE CHOMAGE**

Un peu partout en France, dans la région parisienne mais aussi dans certaines villes de province, des bandes de jeunes, sans travail, désœuvrés, et face à un pouvoir qui ne leur offre aucune perspective, versent de plus en plus dans la violence. Voitures incendiées, édifices publics brûlés, cabines téléphoniques saccagées.

Face à cette montée de la violence des jeunes, les dirigeants réagissent en menaçant. Les politiciens qui se sont succédé au pouvoir, de droite comme de gauche, faute de résoudre cette délinquance, y vont de leurs couplets démagogiques sur les problèmes de ces jeunes dans les banlieues populaires et sur la manière d'y remédier. Chevènement parle de couper les allocations familiales aux parents des mineurs délinquants pour les obliger à surveiller leurs enfants; d'autres proposent

d'accentuer la répression dans ces



Voiture renversée et brûlée  
dans une banlieue

banlieues, de jeter ces jeunes en prison plus rapidement...

La crise qui dure depuis plusieurs années s'aggrave et frappe surtout le monde du travail. Les

licenciements continuent de plus belle, jetant à la rue des milliers de travailleurs alors que les embauches définitives se font au compte-gouttes. L'application des trente-cinq heures, loin de créer des emplois, élargit le temps partiel et permet aux patrons d'organiser la journée à leur gré.

Cette situation se ressent également parmi les jeunes. Les diplômes obtenus sur les bancs de l'école ne sont plus une garantie pour l'emploi. Ils sont embauchés à de petits boulots sans lendemain, et à des stages en entreprise qui sont bidons, dans le seul but de ne pas augmenter le nombre de chômeurs qui atteint officiellement 3 millions. L'ANPE les trimballe de CDD en CDI, sans leur assurer un travail fixe au bout. Même les entreprises publiques (SNCF, RATP, PTT) n'embauchent presque plus. Elles licencient même. Dans certaines, le travail précaire, sous couvert de la loi dite des 35

heures, est généralisé. Les concours pour entrer dans l'administration deviennent rares, et les conditions plus draconiennes.

Après plusieurs petits boulots sans lendemain, la plupart des jeunes chôment. Certains, découragés, sombrent dans la délinquance, la drogue ou la violence.

Mais aucun des politiciens, de droite ou de "la gauche plurielle" ne parle de la véritable cause de la montée de la violence parmi les jeunes, à savoir l'aggravation du chômage et ses conséquences désastreuses sur les classes laborieuses.

La gauche, plusieurs fois au gouvernement, a démontré, tout comme la droite, son incapacité de résoudre le problème du chômage puisqu'elle a fait le choix de ne surtout pas toucher aux intérêts des patrons qui licencient tout en faisant de gros bénéfices.

## **DES PAPIERS POUR TOUS LES DEMANDEURS D'ASILE .**

Récemment des associations humanitaires comme Amnesty International et France Terre d'Asile ont dénoncé la situation dans laquelle se trouvent les demandeurs d'asile en France. Le gouvernement de Jospin, malgré sa promesse électorale passée, n'a accordé jusqu'à présent le droit d'asile qu'au compte-gouttes. Ainsi en 1998 sur près de 16 000 demandes déposées auprès de l'OFPRA (Office de protection des réfugiés et apatrides), il n'y a eu que 2 770 d'acceptées.

Ainsi la majorité de ceux à qui on a refusé le statut de réfugié sont obligés de se lancer dans un long processus administratif en faisant appel, auprès de l'Ofpra, pour qu'on réexamine leurs cas. A beaucoup d'entre eux l'Ofpra demande de fournir des preuves

montrant que leur vie est en danger s'ils sont renvoyés chez eux. Autant dire que ces demandeurs sont confrontés à des problèmes insolubles. Peut-on imaginer une seconde des personnes qui subissent des persécutions d'un dictateur en train de se constituer un dossier avant de prendre la fuite pour prouver sa bonne foi aux autorités des pays d'accueil? Une telle attente de la part d'une personne en danger est une fiction.

En tout cas des milliers de réfugiés sont ainsi maintenus inactifs dans des centres d'hébergement pendant des années, si entre temps on ne les a pas renvoyés chez eux.

C'est une situation révoltante. Tous les réfugiés devraient obtenir leurs papiers.

## **IL Y A QUARANTE ANS LES CASTRISTES PRENAIENT LE POUVOIR A CUBA**

Le premier janvier 1959, le régime dictatorial et corrompu de Batista, soutenu par l'impérialisme américain, s'est effondré devant les guérilleros menés par Castro et ses compagnons (Camilo Cienfuegos et Ché Guévara), soutenus par la grande masse de la paysannerie qui s'est ralliée à la révolution.

Cuba, avant l'arrivée au pouvoir de Castro, fut un pays totalement dominé par l'impérialisme américain. Toute son économie était dans les mains des trusts américains qui possédaient les terres, les plantations et les entreprises. Batista, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat, n'était que le pantin sanguinaire à la disposition des trusts américains. Des gangsters et des trafiquants de toutes sortes y avaient élu domicile à tel point que Cuba était devenu le synonyme de "bordel de l'Amérique".

Ce régime totalement corrompu finit par attiser la colère et la haine au sein de la population dont la vie devenait de plus en plus difficile. Il engendra également dans la petite bourgeoisie intellectuelle des villes le réveil d'un sentiment nationaliste. C'est ainsi que des jeunes comme Fidel Castro, avocat de formation, se sont lancés dans l'organisation d'un mouvement de guérilla. Partis à quelques dizaines puis centaines de guérilleros, ils se sont mis à harceler l'armée pourtant suréquipée de Batista, en partant de la région de la Sierra Maestra, au sud de l'île.

Au bout de deux ans de guérilla, le régime pourri de Batista est tombé. Mais les coups de boutoirs de la guérilla n'auraient pas pu à eux seuls suffire à faire tomber ce régime si cette guérilla n'avait pas su trouver non seulement la sympathie de la masse paysanne mais aussi et surtout sa

participation active à la lutte armée pour le renversement du régime. Face à ces masses révolutionnaires, le pouvoir de Batista n'était plus capable de tenir debout. Il était contraint de capituler malgré l'aide des USA.

L'arrivée au pouvoir de Castro a suscité au sein de la population cubaine un grand espoir de changement dans la vie de tous les jours. La population soutenait le Castro et ce dernier ayant choisi de ne pas se couper d'elle, décida de mener quelques réformes favorables au peuple, à commencer par une réforme agraire. Mais ces réformes se heurtaient aux intérêts des trusts américains omniprésents dans tous les domaines économiques.

Castro, au début de la révolution, ne voulait pas s'en prendre unilatéralement aux intérêts de trusts américains. Il a essayé de négocier avec eux. Il a même effectué un voyage aux Etats-Unis dès les premiers mois de son arrivée au pouvoir pour montrer aux dirigeants américains sa bonne volonté de négocier et pour déclarer en même temps qu'il n'était pas un communiste. Et c'était la réalité. C'est l'entêtement des dirigeants américains à ne rien lâcher sur leurs intérêts au Cuba, c'est leur haine contre le régime castriste ayant renversé leur poulain Batista qui pousseront Castro et ses compagnons à radicaliser leur politique dans le domaine politique et économique. Il nationalisa les plantations, les sucreries, les raffineries de pétroles anciennement détenus par les trusts américains. Les dirigeants des USA ne lui pardonneront jamais cette offense. Ils tenteront par tous les moyens, y compris militaires, d'abattre le régime de Castro. Le 16 avril 1961, la CIA organisa un débarquement militaire dans la Baie des Cochons, en armant des exilés hostiles à la

en armant des exilés hostiles à la révolution. Ce débarquement fut un fiasco total. Grâce à la mobilisation populaire, le pouvoir de Castro mit en déroute toute l'armada de la CIA et se trouva même renforcé.

Les USA décrétèrent alors le blocus contre Cuba pour l'asphyxier. C'est alors seulement que Cuba lia sont sort à l'URSS et ses dirigeants se déclarèrent "communistes". En échange du sucre cubain, l'URSS fournissait du pétrole et des machines.

Grâce à l'assistance soviétique mais aussi grâce à la nationalisation de toutes les entreprises et des terres anciennement propriétés des trusts américains, Cuba a connu un développement remarquable, plus particulièrement dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'alimentation.

Aujourd'hui encore malgré les difficultés du régime qui ne bénéficie plus de l'aide soviétique depuis la fin de l'URSS, malgré le fait que les médicaments et la nourriture y sont rationnés, Cuba est le pays de l'Amérique latine ayant le plus bas taux de mortalité. La situation sanitaire y est plus proche des pays riches que des pays voisins comparables. Il est un des rares pays du Tiers-Monde à avoir

éliminé l'analphabétisme malgré le blocus américain.

Si, malgré tout l'effort de l'impérialisme américain d'abattre, militairement mais aussi par la famine, le régime de Castro, celui-ci est encore en place quarante années après, ce n'est pas par un effet de hasard. C'est dû au fait que le régime de Castro, même s'il a suscité des mécontentements au sein de la population, a toujours conservé suffisamment de soutien populaire face à l'impérialisme américain.

Certes, ce régime castriste n'est ni le socialisme ni même la démocratie. Les opposants, y compris les opposants de gauche, y sont surveillés et souvent persécutés. Même si sa politique ne s'inspire pas de l'internationalisme prolétarien tel que le concevaient les révolutionnaires dans la Russie de 1917, nous sommes solidaires du peuple cubain et du régime de Castro face aux attaques de l'impérialisme. Les dirigeants de la bourgeoisie internationale, ceux-là mêmes qui affament les peuples aux quatre coins du monde, qui soutiennent et arment les dictateurs, osent prétendre que le blocus imposé à Cuba par les USA est destiné à y instaurer la "démocratie". Seuls les naïfs et les gens intéressés mêleront leur voix à celle des exploités et des affameurs des peuples.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.